

---

## Des études en quête d’auteurs : instructions et questionnaires sur l’habitat traditionnel en France, fin XIX<sup>e</sup>-milieu XX<sup>e</sup> siècle

*Studies seeking volunteers: instructions and surveys on the traditional habitat in France, late 19th – mid 20th century*

**Pascal Riviale**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/13569>

DOI : 10.4000/insitu.13569

ISSN : 1630-7305

### Éditeur

Ministère de la culture

### Référence électronique

Pascal Riviale, « Des études en quête d’auteurs : instructions et questionnaires sur l’habitat traditionnel en France, fin XIX<sup>e</sup>-milieu XX<sup>e</sup> siècle », *In Situ* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 03 novembre 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/13569> ; DOI : 10.4000/insitu.13569

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Des études en quête d'auteurs : instructions et questionnaires sur l'habitat traditionnel en France, fin XIX<sup>e</sup>-milieu XX<sup>e</sup> siècle

*Studies seeking volunteers: instructions and surveys on the traditional habitat  
in France, late 19th – mid 20th century*

Pascal Riviale

---

- 1 L'usage du questionnaire dans les sciences humaines et sociales s'inscrit dans une longue tradition, que l'on peut faire remonter au moins au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Les études à caractère patrimonial n'ont pas échappé à cette pratique qui semblait présenter plusieurs avantages : ces questionnaires, instructions ou guides d'enquêtes permettaient de mobiliser un nombre parfois important d'acteurs ou d'informateurs pour une étude devant couvrir un large terrain ; ils offraient une relative uniformité dans le traitement d'un sujet quel qu'en soit le terrain d'action, en déterminant les thèmes à étudier et en fixant un cadre pour les réponses à y apporter ; enfin, ils pouvaient aussi soutenir et orienter l'informateur lorsqu'il s'agissait d'un néophyte.
- 2 De fait, les sciences humaines et sociales ont souvent eu recours à des contributeurs ou à des informateurs bénévoles, pour lesquels un document de soutien s'avérait utile, voire indispensable si l'on voulait obtenir des documents exploitables. Deux textes fondateurs avaient en ce sens marqué les débuts du XIX<sup>e</sup> siècle : l'enquête lancée par Chaptal en 1800 visant à brosser un tableau général du territoire, puis le questionnaire rédigé et diffusé par l'Académie celtique en 1805 sur les us et coutumes de la France<sup>2</sup>.
- 3 Deux exemples (l'un de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'autre du milieu XX<sup>e</sup> siècle), suggéreront ici l'évolution que l'on peut constater au cours de cette période dans les problématiques, les modalités de la recherche et dans la sollicitation des informateurs dans le cadre d'études

portant sur le patrimoine. Ces deux exemples sont tirés du fonds d'archives du musée national des Arts et traditions populaires récemment versé aux Archives nationales.

- 4 Le Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS), instauré en 1834, a eu très tôt recours à son réseau de membres correspondants et de sociétés savantes locales pour collecter sur l'ensemble du territoire national des informations sur les thématiques les plus diverses. Cette collecte était parfois suscitée et orientée par le biais de questionnaires transmis à ses correspondants. Ainsi, dans la séance du 3 novembre 1888 de la section de géographie descriptive, on évoquait l'idée d'un programme de questions portant sur la géographie physique : « elles doivent avoir pour effet de provoquer des enquêtes locales qui, tout en ouvrant un vaste champ à l'activité des sociétés de géographie, fourniront les bases de travaux d'ensemble importants sur la géographie de la France »<sup>3</sup>. Lors de la séance suivante, le 1<sup>er</sup> décembre 1888, le lieutenant-colonel de La Noé, au nom de la commission nommée à cet effet en novembre, donnait lecture de deux projets de questionnaires « destinés aux correspondants du ministère et aux sociétés savantes<sup>4</sup> » dont l'un était intitulé « Programme pour l'étude de l'habitat en France ». Après quelques modifications, ce questionnaire fut adopté lors de la séance du 5 janvier 1889. On dénombre vingt-huit questions ou thèmes qui allaient du plus large au plus précis : on s'intéressait à l'environnement physique de l'habitat, mais aussi à l'organisation d'ensemble des localités étudiées, au style de construction des maisons, à leur aménagement intérieur, etc. On recommandait enfin l'adjonction de croquis, dessins, photographies ou tous autres documents jugés utiles<sup>5</sup>. Un formulaire (**fig. 1**) avec l'ensemble des questions fut imprimé<sup>6</sup> et aussitôt diffusé par le ministère de l'Instruction publique. On sait par une série de correspondances accompagnant les réponses qu'une partie au moins de ces formulaires transita par les préfets des départements qui se chargèrent de les diffuser à leur tour aux personnes qui leur paraissaient les plus aptes à répondre<sup>7</sup>.

Figure 1

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES.  
(SECTION DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE.)

Nom de l'auteur des réponses: *Dor Jules*  
Qualité: *Ingénieur arch., Chef de service d'arrondissement*  
Adresse: *Ain*

**PROGRAMME**  
pour l'étude de l'habitat en France, c'est-à-dire des dispositions que présentent les bourgs, villages, hameaux et habitations isolées dans les diverses régions de la France.

1. Indication de la région ou du pays dont il va être question : cantons, communes, villages, hameaux.  
*Canton de Saint-Brisson, Canton de Trévilly, Canton de Chassagny, Canton de Thoiry.*

2. Origine et date du peuplement.  
*Les renseignements les plus précis sont : celui des lieux qui ont été peuplés par des colons, celui des lieux qui ont été peuplés par des colons, celui des lieux qui ont été peuplés par des colons, etc.*

3. Climat : vent régnant, pluie, neige, etc.  
*Le climat est généralement pluvieux, le vent régnant est le vent du sud-ouest, le vent du nord-ouest, le vent du sud-est, le vent du nord-est, etc.*

4. Nature du sol : calcaire, argileux, sablonneux, etc.  
*Le sol est généralement argileux, le sol est généralement argileux, le sol est généralement argileux, etc.*

5. Relief du sol : plat, montagneux, marécageux, etc.  
*Le relief est généralement plat, le relief est généralement plat, le relief est généralement plat, etc.*

6. Genre de population :  
a. Agricole, forestière, pastorale, ouvrière, etc. Effectif croissant ou décroissant ;  
b. Sédentaire ou nomade, etc.  
c. Races et religion.  
*La population est généralement agricole, la population est généralement agricole, la population est généralement agricole, etc.*

7. Assise des centres habités : installation au fond des vallées, sur les versants, sur les crêtes, sur les sommets. Altitudes extrêmes des lieux habités. Orientation préférentielle.

Enquête sur l'habitat traditionnel, questionnaire du Comité des travaux historiques et scientifiques, section de géographie historique et descriptive. Réponse de Jules Dor, ingénieur des Ponts et Chaussées, pour l'Ain. Arch. nat., 20130277/1.

© Archives nationales.

- 5 L'analyse des 387 dossiers retournés<sup>8</sup> indique que les informateurs se répartissaient au sein de quelques grandes catégories socio-professionnelles : 37 % sont des enseignants (essentiellement des instituteurs), 24 % relèvent des travaux publics ou de la construction (ingénieurs des Ponts et Chaussées, conducteurs des travaux, agents voyers, architectes), 14 % ont des fonctions administratives ou officielles (maires ou employés de mairie, quelques magistrats, etc.), enfin 11 % sont identifiés comme correspondants du CTHS ou comme membres de sociétés savantes locales. Les autres informateurs ont des activités professionnelles nettement moins représentées (annexe 1)<sup>9</sup>. Les départements sont inégalement représentés : certains le sont très largement (comme le Lot-et-Garonne avec 58 réponses) et d'autres sont totalement absents, comme le Morbihan ou le Var (annexe 2). Il est probable qu'il n'y a pas eu assez de formulaires pour tout le monde, aussi certains ont-ils pris le soin de reprendre sous la forme manuscrite la présentation exacte du formulaire (fig. 2). D'autres ont complété leurs réponses à l'aide de croquis tracés sur le formulaire même (fig. 3).

Figure 2

*Algérie - Oran (4)*

*Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.*  
Comité des Travaux historiques et Scientifiques.  
(Section de Géographie historique et descriptive).

Nom de l'auteur des réponses: *Léon Petit*  
Qualité: *Employé supplémentaire des Ponts et Chaussées, 1<sup>er</sup> de construction*  
Adresse: *Saïda, département d'Oran.*

**Programme**

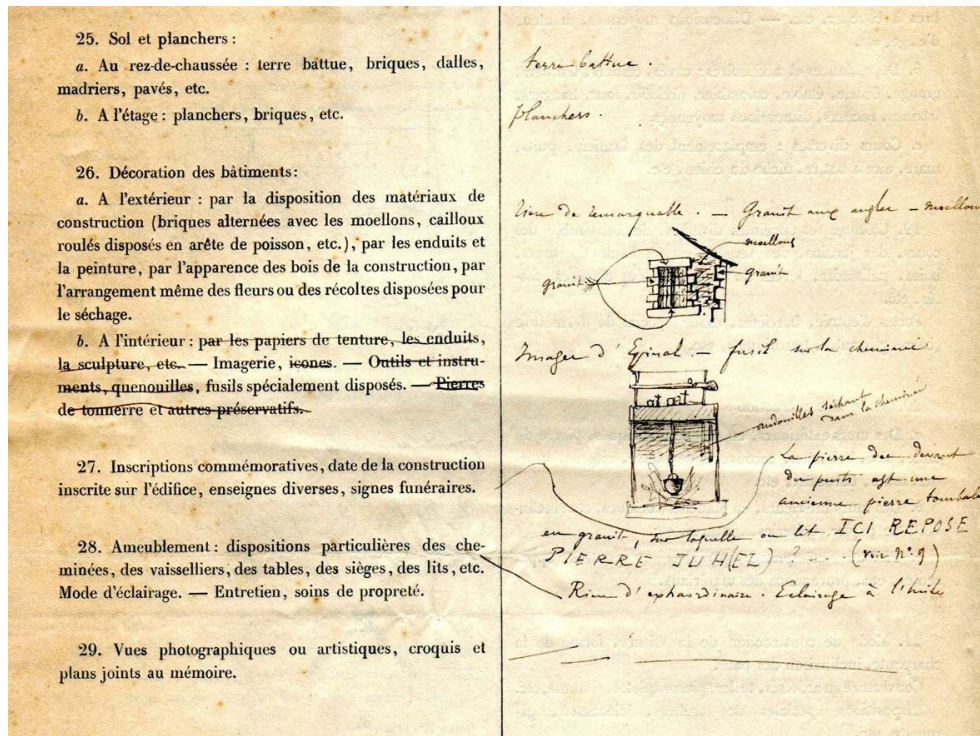
*Pour l'étude de l'habitat en France, et en particulier des dispositions qui présentent les bourgs, villages, hameaux et habitations, isolés dans les diverses régions de la France.*

1. Localisation de la région ou du pays dont il va être question: <i>saïda, département d'Oran, village, hameaux.</i>	<i>Origine: Chénoua, Franchet, Neguz</i>
2. Origine et date du peuplement	<i>Origine humaine au moins. Saïda 1878 Chénoua 1878 Franchet 1878 Neguz 1878</i>
3. Climat: vent dominant, pluie, neige, etc.	<i>Est du N.N.E. pluie de neige en petite quantité</i>
4. Nature du sol: culture, vergers, jardins, etc.	<i>Culture: blé, orge, etc.</i>
5. Relief du sol: plat, montagneux, ondulé, etc.	<i>Pays montagneux</i>
6. Végétation: arbres, arbustes, herbes, etc. (S'il y a eu des modifications, mentionner les causes et les dates).	<i>Arbres: agave, palmier, etc. (S'il y a eu des modifications, mentionner les causes et les dates). Arbustes: olivier, etc. (S'il y a eu des modifications, mentionner les causes et les dates). Herbes: blé, orge, etc. (S'il y a eu des modifications, mentionner les causes et les dates). Arbres: blé, orge, etc. (S'il y a eu des modifications, mentionner les causes et les dates). Arbustes: olivier, etc. (S'il y a eu des modifications, mentionner les causes et les dates). Herbes: blé, orge, etc. (S'il y a eu des modifications, mentionner les causes et les dates).</i>

Enquête sur l'habitat traditionnel, questionnaire du Comité des travaux historiques et scientifiques, section de géographie historique et descriptive. Réponse de Léon Petit, employé des Ponts et Chaussées, à Saïda (Oran), Arch. nat., 20130277/1.

© Archives nationales.

Figure 3



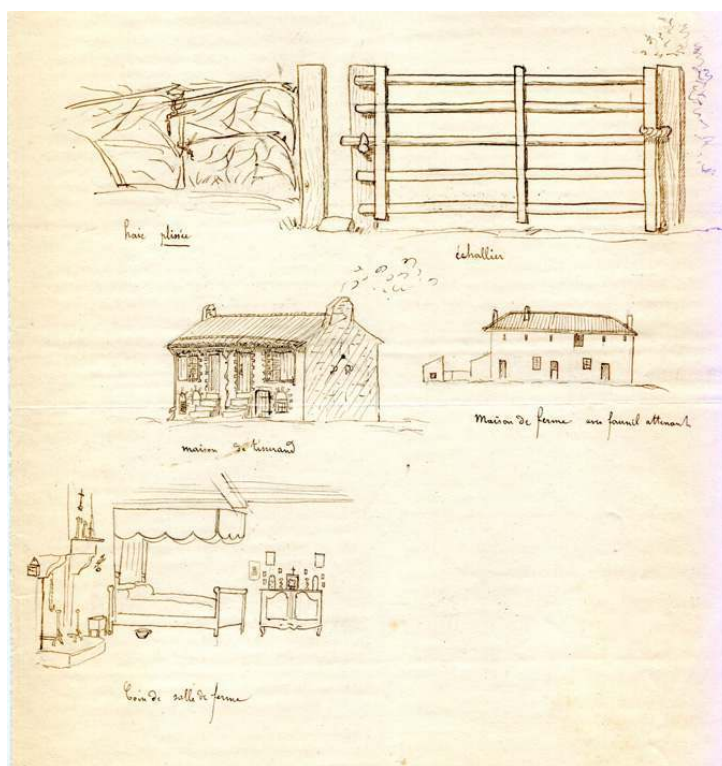
Enquête sur l'habitat traditionnel, questionnaire du Comité des travaux historiques et scientifiques, section de géographie historique et descriptive. Réponse d'Armand Gasté, professeur à l'université de Caen, Arch. nat., 20130277/1.

© Archives nationales.

- 6 La qualité et l'importance des réponses varient bien évidemment d'un informateur à l'autre, mais on a le sentiment que la plupart de ces informateurs avaient à cœur de répondre du mieux qu'ils pouvaient. En tout cas un grand nombre de formulaires fut retourné très rapidement, dans le courant de l'année 1889 (voire dès mars). On trouve en accompagnement des réponses des documents très divers, souvent réalisés par les répondants eux-mêmes : croquis (fig. 4), photographies (fig. 5), estampes, plans (fig. 6), publications.



Figure 4



Enquête sur l'habitat traditionnel, questionnaire du Comité des travaux historiques et scientifiques, section de géographie historique et descriptive. Réponse de François Delhumeau, à Cholet. Dessins à la plume, Arch. nat., 20130277/2.

© Archives nationales.

Figure 5

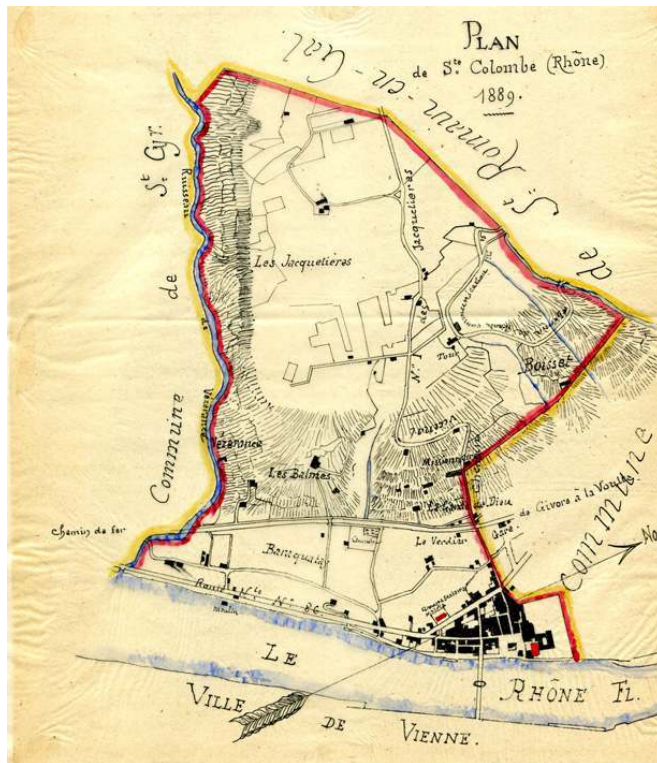


Enquête sur l'habitat traditionnel, questionnaire du Comité des travaux historiques et scientifiques, section de géographie historique et descriptive. Réponse d'Horace Chénon, maire de Blancafort. Vieille maison de ferme à Blancafort, Cher. Tirage photographique. Arch. nat., 20130277/1.

© Archives nationales.



Figure 6

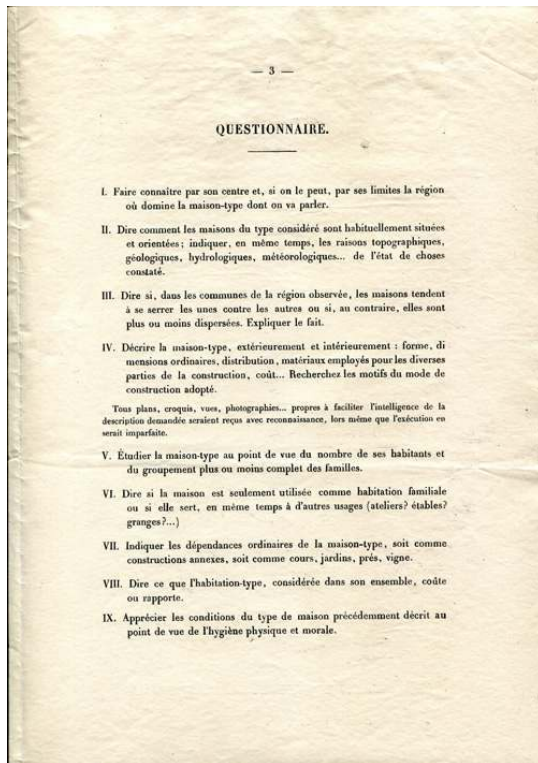


Enquête sur l'habitat traditionnel, questionnaire du Comité des travaux historiques et scientifiques, section de géographie historique et descriptive. Réponse de Joseph Toussaint Leblanc, plan de Sainte-Colombe-lès-Vienne, Rhône, encre sur calque. Arch. nat., 20130277/2.

© Archives nationales.

- 7 Dans la séance du 5 janvier 1892 de la section de géographie historique et descriptive, Ernest-Théodore Hamy, le conservateur du musée d'Ethnographie du Trocadéro et secrétaire de la section de géographie au CTHS, signalait que la section des sciences économiques avait elle aussi lancé une enquête sur l'habitat, mais selon un axe différent : elle avait pris pour point de départ l'enquête lancée par le ministère des Finances afin d'évaluer l'état de la propriété bâtie et visait à identifier un habitat-type dans chaque « pays » ou partie d'un département. Le questionnaire diffusé par cette section date de 1890 (fig. 7). Il fut donc décidé qu'une sous-commission issue des deux sections se réunirait afin d'utiliser conjointement les matériaux de leur enquête respective<sup>10</sup>. Ce qui ne semble pas avoir été réellement le cas. L'enquête initiée par la section des sciences économiques aboutit à la publication de deux volumes en 1894 puis 1899<sup>11</sup>, alors que celle de la section de géographie resta inédite. On peut émettre l'hypothèse que Hamy avait emporté les réponses à titre de documentation pour son musée (qui possédait alors une section française), puis qu'elles aient été plus tard confiées aux bons soins du musée des Arts et traditions populaires, où elles se trouvaient encore lors de leur versement aux Archives nationales en 2013. Il faut dire que cette thématique de l'habitat traditionnel rentrait tout à fait dans les centres d'intérêt du MNATP qui consacra plusieurs enquêtes à ce sujet.

Figure 7

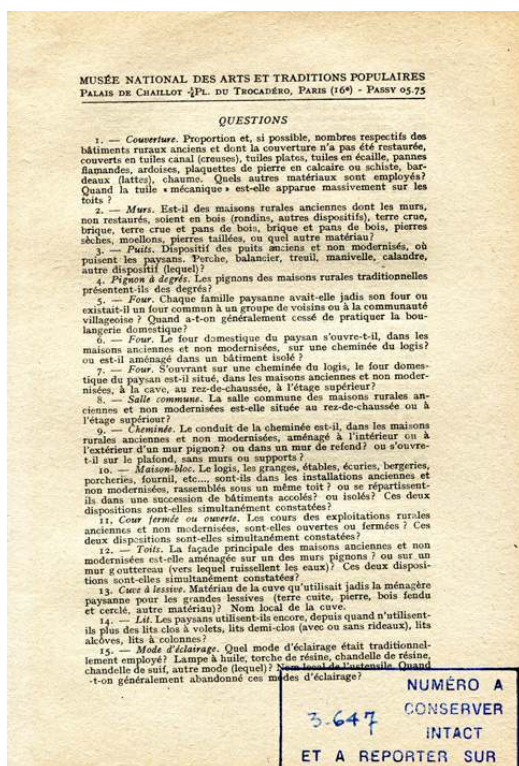


Enquête sur les conditions de l'habitation, questionnaire du Comité des travaux historiques et scientifiques, section des sciences économiques, 1890, p. 3. Arch. nat., F/17/17163.

© Archives nationales.

- 8 En fait, le recours aux questionnaires par le MNATP remonte au projet d'atlas folklorique de la France qui avait été lancé en 1934 par la Commission des recherches collectives (CRC), donc avant même la création du musée<sup>12</sup>. Lorsque Georges-Henri Rivière s'associa avec André Varagnac à ce projet, cette commission s'installa en 1937 dans les premiers locaux du musée, au palais de Chaillot, et c'est là que furent désormais centralisées les informations envoyées par les correspondants de la commission. Selon une note jointe aux cahiers d'enregistrement des questionnaires distribués, 95 % des informateurs sollicités dans ce premier projet étaient des instituteurs<sup>13</sup>. Lorsque le MNATP relança en 1942 une nouvelle campagne d'enquêtes, toujours pour l'atlas folklorique, mais avec des questionnaires différents – qui incluaient cette fois-ci des éléments sur l'architecture – (fig. 8), il est vraisemblable que le personnel scientifique se soit appuyé sur ce même réseau d'informateurs, ou tout au moins ait recouru au même système. Chaque questionnaire distribué portait un numéro d'ordre qui était consigné dans le cahier d'enregistrement des coordonnées de l'enquêteur et servait vraisemblablement de numéro de référence pour la réponse (fig. 9).

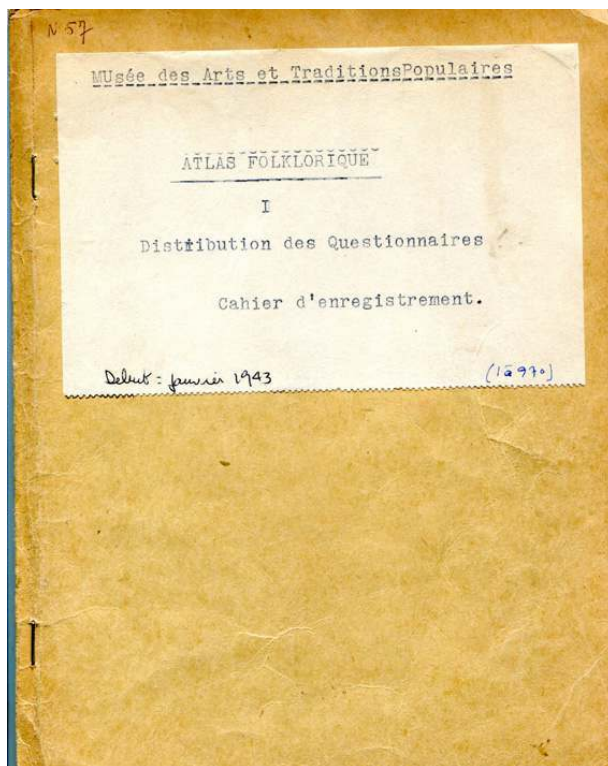
Figure 8



Musée national des Arts et traditions populaires, Atlas folklorique, exemplaire non utilisé du questionnaire, 1942. Arch. nat., 20130277/133.

© Archives nationales.

Figure 9



Musée national des Arts et traditions populaires, Atlas folklorique, cahier de distribution des questionnaires, 1943. Arch. nat., 20130521/68.

© Archives nationales.

- 9 Parallèlement à ce projet d'atlas folklorique, d'autres modalités d'enquête furent développées par le musée pour une série de projets distincts. À la suite des travaux de Foville, Albert Demangeon avait entrepris une réflexion sur la typologie de l'habitat rural : en 1928 il avait lui aussi lancé une enquête au niveau national, dont il aurait utilisé les résultats dans le cadre d'une exposition intitulée « La maison rurale en France » à l'Exposition internationale de 1937 à Paris (en collaboration avec Georges-Henri Rivière) ; il aurait ensuite été associé aux premières ébauches de la fameuse enquête sur l'architecture rurale, avant son décès prématuré en 1940<sup>14</sup>. Peu après l'avènement du régime de Vichy fut créé, le 11 octobre 1940, le Commissariat à la lutte contre le chômage, lequel lança une série de « chantiers intellectuels et artistiques » visant à procurer au moins temporairement du travail à de jeunes diplômés ou artistes. En 1941, sur proposition de l'architecte Urbain Cassan, ce commissariat ouvrit un chantier, destiné à la prospection locale de l'habitation régionale et à la constitution d'une documentation scientifique sur les caractères traditionnels de l'architecture française. Cette prospection et cette documentation ont pour but d'inciter les architectes appelés à bâtir en France, dans un esprit résolument novateur, à posséder une exacte et profonde connaissance de la France bâtie d'autrefois qui leur permette de respecter les traditions dignes de survivre en donnant satisfaction aux besoins de la civilisation moderne. L'ensemble de la documentation recueillie doit aboutir, par l'étude des maisons traditionnelles, à la définition de maisons-types dont les monographies provinciales seront établies<sup>15</sup>.
- 10 Les membres du comité chargés de chapeauter ce chantier (plus connu sous le numéro 1425) étaient Cassan et Moreux, architectes du gouvernement, G.-H. Rivière, le

conservateur du MNATP, et Pierre-Louis Duchartre, chargé de mission des Musées nationaux. Quarante architectes devaient couvrir l'ensemble du territoire, soit en zone libre, soit en zone occupée. Le recours à des architectes plutôt qu'à des personnes formées à l'observation ethnographique était peut-être plus circonstanciel que réfléchi. Comme le soulignait l'architecte Guy Pison dans une conférence faite à l'École du Louvre en 1944 :

Reconnaissons que des inconvénients peuvent découler du fait que l'enquête est conduite par des architectes. L'École [des beaux-arts] n'a pas nécessairement cultivé chez eux cet esprit d'observation systématique qui doit animer le géographe et l'ethnographe. Leur éducation classique les porte davantage vers les formes supérieures de l'art que vers l'architecture populaire dont ils peuvent malaisément apprendre à discerner les types [...]. L'architecte apparaît donc en dernier ressort comme le plus qualifié pour précéder à une recherche sur l'habitation rurale, à condition qu'il y soit scientifiquement préparé<sup>16</sup>.

- 11 Les architectes sélectionnés reçurent donc une « formation accélérée » au musée des Arts et Traditions populaires et, surtout, on rédigea à leur intention des instructions permettant d'encadrer leur travail et de leur donner un certain nombre de points de repère. Chaque étude devait répondre à des normes spécifiques, tant sur le plan formel que sur la nature des informations à recueillir et sur les sources à utiliser (hormis les enquêtes orales, il était recommandé d'utiliser les cadastres, les actes notariés, les archives, les documents photographiques). Un premier recueil d'instructions fut publié en 1941 (**fig. 10**), suivi peu après par des instructions complémentaires elles-mêmes mises à jour en 1942<sup>17</sup> (**fig. 11**). Puis en 1943 étaient rédigées des instructions spécifiques au dessin (**fig. 12**), composantes d'une « enquête d'architecture folklorique » qui se voulait une continuation à la fois de la collecte d'informations « folkloriques » lancée par le musée depuis sa création en 1937, et du chantier 1425<sup>18</sup>.



Figure 10

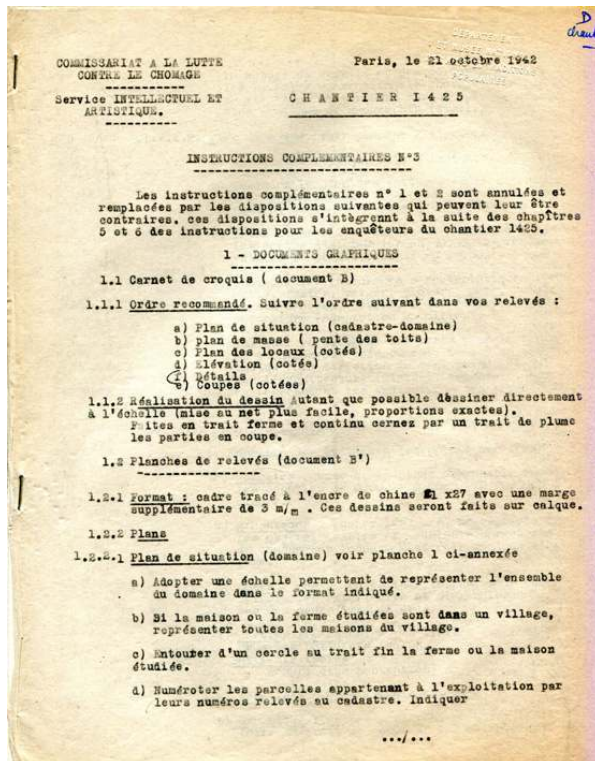


Délégation à l'Équipement national, Service des chantiers intellectuels et artistiques. Enquête sur l'architecture régionale, instructions pour les enquêteurs du chantier 1425. Paris, Bernard frère, 1941. Arch. nat., 20130277-3.

© Archives nationales.



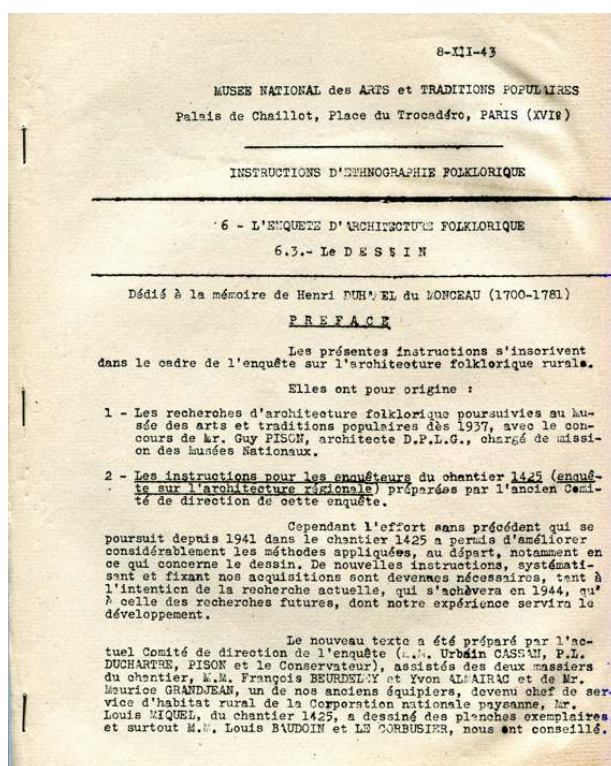
Figure 11



Commissariat à la lutte contre le chômage, Service intellectuel et artistique, chantier 1425.  
Instructions complémentaires n° 3, 21 octobre 1942. Arch. nat., 20130277-3.

© Archives nationales.

Figure 12



Musée national des Arts et traditions populaires. Instructions d'ethnographie folklorique. Enquête d'architecture folklorique : le dessin. Préface, 1943. Arch. nat., 20130277-3.

© Archives nationales.

- 12 On peut sans doute voir dans cette succession de documents d'aide à la recherche la marque de G.-H. Rivière et de son équipe qui, tant pour ce chantier intellectuel que pour d'autres projets d'études, avançaient en tâtonnant, en amendant ou complétant éventuellement leurs méthodes et leurs objectifs en fonction des premiers résultats obtenus et donc de l'expérience acquise, soit par l'observation directe des enquêteurs, soit peut-être par les informations transmises par les correspondants du MNATP. Comme l'écrivait Henri Raulin en 1964 : « L'enquêteur et l'enquêté n'étaient plus considérés comme des êtres passifs vis-à-vis de l'exploitation que l'un décrivait et l'autre utilisait : chacun était sollicité de faire l'analyse critique des structures et des fonctions dans une perspective évolutive »<sup>19</sup>.
- 13 Outre la définition de constantes culturelles et stylistiques régionales, les instructions complémentaires orientaient davantage ces études sur l'habitat vers les éléments relatifs à la vie sociale traditionnelle et à son évolution. À la fin de la guerre, ce chantier sur l'architecture rurale était loin d'être achevé : certaines régions (notamment l'Alsace et la Lorraine) n'avaient pu être étudiées, d'autres à peine abordées ; il fut donc prolongé jusqu'en mars 1948 par le biais d'un Centre de formation d'architectes ruraux. L'accent était alors mis sur les équipements collectifs et les bâtiments communaux, leurs liens avec les activités sociales, culturelles et religieuses de la population locale et les possibles évolutions que l'on pouvait en induire. L'ensemble de ces enquêtes menées entre 1942 et 1948 donnèrent lieu à la rédaction de 1 634 monographies, « dont 1481 mises en forme,

c'est-à-dire comprenant une partie iconographique et un texte explicatif plus ou moins complet »<sup>20</sup>.

- 14 Puis, entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, une nouvelle enquête d'architecture rurale fut lancée : son objectif était d'évaluer les changements intervenus dans l'architecture des exploitations agricoles et des habitations rurales vingt-cinq ans après le chantier 1425, tout en adaptant la méthodologie d'enquête aux nouvelles problématiques et aux nouvelles technologies (par exemple un usage plus systématique de la photographie). L'objectif était de partir d'un corpus constitué plus systématiquement que dans les précédentes enquêtes, afin d'identifier les types, sous-types et variantes de l'habitat, tout en redonnant une place plus importante aux questionnements d'ordre ethnologique et sociologique : la maison était étudiée dans ses rapports avec le groupe familial qui l'occupait ainsi qu'avec son environnement social. L'ensemble de ces nouveaux matériaux donna lieu à une série de publications sur l'architecture régionale<sup>21</sup> sous la direction de Jean Cuisenier, le nouveau directeur du MNATP.
- 15 À travers ces quelques exemples de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du milieu du XX<sup>e</sup>, on note à la fois la continuité dans les sujets d'étude (ici l'architecture traditionnelle en France) et l'évolution tant dans les méthodes d'enquête que dans la typologie des collaborateurs sollicités. Si l'on a tendu au fil du temps vers une certaine spécialisation des enquêteurs, on a toujours recouru à la production de questionnaires et de guides d'enquête afin d'orienter au mieux les campagnes d'études successivement menées durant l'ensemble de la période considérée ici. Si les méthodes employées pour ces diverses enquêtes ont parfois pu être critiquées, la masse d'informations ainsi collectées n'en demeure pas moins considérable et continue de constituer un corpus de données auxquelles ont, semble-t-il, régulièrement recours les services de l'Inventaire général du patrimoine culturel.

Figure 13

Comité des travaux historiques et scientifiques  
Enquête sur l'habitat traditionnel (1889)  
Répartition des réponses par catégories socioprofessionnelles

Catégories socio-professionnelles	Nbre de réponses	%
enseignement	145	37%
travaux publics et construction	93	24%
administration	55	14%
activité littéraire et culturelle	41	11%
profession libérale	21	5%
exploitant agricole	10	3%
religieux	6	2%
divers	5	1%
<i>non connu</i>	11	3%
<b>Total général</b>	<b>387</b>	<b>100%</b>

Pascal Riviale, Archives nationales

Enquête sur l'habitat traditionnel par le Comité des travaux historiques et scientifiques (1889).  
Répartition des réponses au questionnaire par catégories socioprofessionnelles (en pourcentage).

© Pascal Riviale, Archives nationales.

Figure 14

Comité des travaux historiques et scientifiques  
Enquête sur l'habitat traditionnel (1889)  
Répartition du nombre des réponses par département

Départements	Nombre de réponses
Lot-et-Garonne	58
Lozère	16
Sarthe	15
Ardèche	13
Saône-et-Loire	13
Loir-et-Cher	13
Meurthe-et-Moselle	12
Cantal	11
Maine-et-Loire	11
Vendée	11
Eure	10
Cher	10
Loire-Inférieure	9
Finistère	9
Aveyron	8
Indre-et-Loire	8
Algérie – Alger	7
Meuse	7
Haute-Garonne	7
Seine-Inférieure	6
Algérie – Oran	6
Vaucluse	5
Savoie	5
Orne	5
Seine	5
Aube	5
Creuse	5
Manche	5
Lot	5
38 départements	< 5
<b>total des réponses</b>	<b>387</b>

Pascal Riviale, Archives nationales

Enquête sur l'habitat traditionnel par le Comité des travaux historiques et scientifiques (1889).  
Répartition du nombre des réponses par département.

© Pascal Riviale, Archives nationales.

## NOTES

1. - Plusieurs colloques et publications ont déjà permis de souligner la longévité et l'ampleur de cet outil d'étude. Voir notamment BLANCKAERT, Claude (dir.). *Le terrain des sciences humaines. Instructions et enquêtes (xviii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècle)*. Paris/Montréal : L'Harmattan, (coll. « Histoire des sciences humaines »), 1996 ; BOSSI, Maurizio, GREPPI, Claudio (dir.). *Viaggi e scienza. Le istruzioni scientifiche per i viaggiatori nei secoli XVII-XIX*. Florence : Leo S. Olschki, coll. « Gabinetto Scientifico Letterario G.P. Vieusseux, studi 13 », 2005 ; COLLINI, Sylvia, VANNONI, Antonella (éd.). *Les instructions scientifiques pour les voyageurs : xvii<sup>e</sup>-xix<sup>e</sup> siècle*. Paris/Budapest/Turin : L'Harmattan, 2005. Pascal Riviale est chargé d'études documentaires aux Archives nationales, département éducation, culture, affaires sociales. Docteur en histoire, il est chercheur associé au centre EREA du LESC (UMR 7186 CNRS-Université Paris-Ouest-Nanterre) et a publié plusieurs ouvrages sur l'histoire des voyages et l'histoire de la recherche anthropologique.

2. - Même si dans les faits ces questionnaires avaient eu en retour des réponses trop diverses et trop inégales pour être exploitées à la hauteur de l'ambition initiale. Sur ces deux questionnaires voir BOURGUET, Marie-Noëlle. « Des préfets aux champs une ethnographie administrative de la France en 1800 ». Dans RUPP-EISENREICH, Britta (éd.). *Histoires de l'anthropologie : xvi<sup>e</sup>-xix<sup>e</sup> siècles*.

Paris : Klincksieck, 1984, p. 259-272 ; et BELMONT, Nicole (éd.). *Aux sources de l'ethnologie française. L'académie celtique*. Paris : Éditions du CTHS, 1995.

3. - « Procès-verbaux. Séance du 3 novembre 1888 ». *Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1888, p. 282.

4. - « Procès-verbaux. Séance du 1<sup>er</sup> décembre 1888 ». *Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1888, p. 332.

5. - Le texte du questionnaire est donné dans le PV de la séance du 5 janvier. *Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1889, p. 5-8.

6. - Ce formulaire porte la date de janvier 1889.

7. - C'est de la même manière que l'on avait procédé pour l'enquête générale de la France en 1800 (BOURGUET, Marie-Noëlle. Art. cit., p. 262). Les réponses à l'enquête de Chaptal sont conservées aux Archives nationales dans la sous-série F/20.

8. - En fait une partie des formulaires de réponse a disparu ; ce travail statistique a donc été fait à partir du récapitulatif dressé en novembre 1900 et conservé aux Archives nationales dans le dossier 20130177/1. Ce document est signé « E. de Margerie », que l'on peut identifier comme étant Emmanuel Jacquin de Margerie (1862-1953), qui fut président de la section de géographie du CTHS. Voir le site : <http://cths.fr/an/prosopo.php?id=100870> [consulté le 26/08/2016].

9. - Il est intéressant de noter que pour l'enquête sur l'habitat-type lancée en 1890 par la section des sciences économiques du CTHS, les informateurs n'appartenaient pas aux mêmes groupes socio-professionnels ; c'est du moins ce qui ressort de l'analyse du tome I de l'enquête (publié en 1894) où l'on voit que la moitié des réponses furent apportées par des fonctionnaires des contributions (les informateurs mentionnés dans le tome II sont quant à eux plus diversifiés dans leurs origines).

10. - « Séance du 5 janvier 1892 ». *Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1892, p. 1.

11. - FOVILLE, Alfred de. *Enquête sur les conditions de l'habitation en France. Les maisons-types*. Tome I. Paris : Ernest Leroux, 1894 ; tome II, avec une étude historique de Jacques Flach. Paris : Ernest Leroux, 1899.

12. - RIVIALE, Pascal. « Quelques cartes manuscrites du MNATP (1937), témoignages d'un projet inachevé d'Atlas folklorique de la France ». *Cartes & Géomatique*, 221, 2014-6. Voir le site : <http://www.lecfc.fr/new/articles/220-article-7.pdf> [consulté le 26/08/2016].

13. - Note du 18 novembre 1982 collée dans le cahier d'enregistrement pour l'enquête n°1 de la Commission des recherches collectives. Arch. nat., 20130521/68. Sur ces premières enquêtes de la CRC puis du MNATP, voir MÜLLER, Bertrand et WEBER, Florence. « Réseaux de correspondants et missions folkloriques. Le travail d'enquête, en France, vers 1930 ». *Gradhiva*, 1993, 33, p. 43-55. L'intégralité des enquêtes de la CRC jusqu'alors conservée au MNATP fut restituée à André Varagnac en 1949 (le dossier coté aux Archives nationales 20130277/161 contient un reçu signé par Varagnac daté du 23 juillet 1949).

14. - DENIS, Marie-Noëlle. « L'enquête d'architecture rurale (1940-1968), une étape dans la construction de l'ethnologie française ». Dans CHRISTOPHE, Jacqueline, BOËLL, Denis-Michel et MEYRAN, Régis (dir.). *Du folklore à l'ethnologie*. Paris : Éditions de la maison des sciences de l'homme, 2009, p. 49-61 ; DEMANGEON, Albert. « Un questionnaire sur l'habitat rural ». *Annales de géographie*, 1928, p. 282-292. Demangeon aurait également initié une enquête sur « la maison traditionnelle des petites villes et des villages », dont le questionnaire aurait été envoyé à toutes les écoles d'architecture (DENIS, Marie-Noëlle. Art. cit., p. 54).

15. - Service des chantiers intellectuels et artistiques. Décision n° 1425. Enquête sur l'architecture régionale, 28 octobre 1941. Arch. nat., 20130277/3.

16. - PISON, Guy. « Perspectives sur l'enquête d'architecture du chantier 1425 ». Causerie faite à l'École du Louvre le mardi 11 avril 1944. Arch. nat., 20130277/3.



17. - Par exemple les instructions complémentaires n° 3 (21 octobre 1942) remplaçant les instructions complémentaires n°1 et 2 ; puis l'instruction n° 4 (24 décembre 1942) complétant la n° 3. Toutes ces instructions sont conservées dans le dossier « généralités » du carton 20130277/3.

18. - On a en fait deux recueils d'instructions liés à cette nouvelle enquête d'architecture folklorique rurale : un texte intitulé « La monographie de la maison folklorique » (texte dédié « à la mémoire d'Albert Demangeon et aux architectes enquêteurs des centres 1425 et 1810 ») et un autre consacré au dessin (dédié « à la mémoire d'Henri Duhamel du Monceau (1700-1762) ») (Arch. nat., 20130277/128).

19. - RAULIN, Henri. « L'architecture rurale française. Une enquête nationale inédite (1914-1948) ». *Études rurales*, 1964, 13-14, p. 97. La mallette de l'un de ces architectes enquêteurs (et tout le matériel scientifique qu'elle contenait) a été versée aux Archives nationales en même temps que le reste des archives ; elle a été présentée au public dans le cadre de l'exposition *Des voyageurs à l'épreuve du terrain. Études, enquêtes, explorations (1800-1960)*. Voir le catalogue de l'exposition. Paris : Archives nationales, 2016, p. 115.

20. - *Ibid.*, p. 98. L'auteur donne ici un tableau détaillé de répartition géographique des monographies. Les originaux des monographies des enquêtes EAR se trouvent sous les cotes 20130277/5 à 25 ; des copies et documents annexes sont conservés dans les cotes suivantes (articles 26 à 40). Les résultats des travaux du CFAR sont dans 20130277/45 et 46.

21. - *L'architecture rurale française*. Paris : Berger-Levrault, 1976-1986. 23 vol.

## RÉSUMÉS

Du fait d'une urbanisation sans cesse croissante et de l'évolution des structures économiques et sociales, le paysage architectural français s'est radicalement transformé depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Face aux menaces de disparition de ce qui a été considéré – plus ou moins tôt – comme faisant partie intégrante du patrimoine culturel national, des institutions savantes ou muséales ont entrepris à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de répertorier et d'étudier les différents types d'habitats traditionnels existant sur notre territoire. Les archives de l'ancien musée national des arts et traditions populaires (désormais en partie conservées aux Archives nationales) permettent de documenter certaines de ces campagnes d'enquêtes et soulignent la contribution essentielle des informateurs sollicités sur le terrain (correspondants, érudits locaux, « institutionnels », etc.) afin d'alimenter ce patient travail documentaire. Deux exemples seront mis en lumière (le premier en 1889, le second dans les années 1940), pour lesquels on se penchera sur la typologie de ces « acteurs pionniers » du patrimoine.

Because of an incessant growing urbanization and an evolution in the economic and social structures, the French architectural landscape has radically transformed itself since the 19<sup>th</sup> century. Facing the threats of losing what was considered – more or less early – as being an integral element of the national cultural heritage, some scientific and museum institutions initiated from the end of the 19<sup>th</sup> century surveys and studies of the different types of traditional architecture existing on the territory. The archives of the former Popular Arts and Traditions National Museum (now stored at the National Archives) allow documenting some survey campaigns and highlighting the important contribution of the informants requested on the spot (correspondents, local scholars, 'institutionals', etc) to support this patient documentary work.

Two examples will be highlighted (the first one in 1889, the second one in the 1940s), and will address the issue of the typology of these “pioneer actors” of the patrimony.

## INDEX

**Mots-clés** : arts et traditions populaires, habitat traditionnel, enquêtes, informateurs

**Keywords** : popular arts and traditions, traditional architecture, surveys, informants

## AUTEUR

### PASCAL RIVIALE

Chargé d'études documentaires, Archives nationales, chercheur associé au centre EREA du  
Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (CNRS-Paris-Ouest-Nanterre)  
[pascal.riviale@culture.gouv.fr](mailto:pascal.riviale@culture.gouv.fr)